



# Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET  
[WWW.USMISSION.CH](http://WWW.USMISSION.CH)

## Hebdomadaire

### CETTE SEMAINE

13 NOVEMBRE 2003

INITIATIVE DE SÉCURITÉ CONTRE LA PROLIFÉRATION : DÉCLARATION DES PRINCIPES D'INTERDICTION

Document de la Maison-Blanche ..... 1

LA DÉMOCRATISATION DE L'AFGHANISTAN ET DE L'IRAK S'INSCRIRA DANS L'HISTOIRE DE LA LIBERTÉ

Le discours que le président Bush a prononcé le 11 novembre à la Fondation Heritage ..... 3

LE VENT DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ SOUFFLE AU PROCHE-ORIENT, AFFIRME M. POWELL

Son discours du 10 novembre au City College de New York ..... 3

LE BILAN DU GOUVERNEMENT BUSH EN MATIÈRE DE PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE

Document de la Maison-Blanche ..... 4

M. BUSH PROMULGUE LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE DE 87 MILLIARDS POUR L'IRAK ET L'AFGHANISTAN

Le président réaffirme son attachement à la paix et au développement au Moyen-Orient..... 7

SÉCURITÉ INTÉRIEURE : LE NOUVEAU DISPOSITIF US-VISIT DES ÉTATS-UNIS

Fiche analytique de la sécurité intérieure ..... 8

INITIATIVE DE SÉCURITÉ CONTRE LA PROLIFÉRATION : DÉCLARATION DES PRINCIPES D'INTERDICTION

Document de la Maison-Blanche

La fiche analytique ci-après a été diffusée le 4 septembre 2003 par le Bureau du secrétaire de presse de la Maison-Blanche.

Résumé analytique La Maison-Blanche Bureau du secrétaire de presse Washington, DC Le 4 septembre 2003

L'Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI) est une réaction au danger croissant que représentent dans le monde entier les armes de destruction massive (ADM), leurs vecteurs et matériels connexes. La PSI s'appuie sur les efforts de la communauté internationale dans ce domaine, notamment les traités et les régimes existants. Elle va dans le sens de la mise en oeuvre de la Déclaration présidentielle du Conseil de sécurité de l'ONU (janvier 1992), qui stipule que la prolifération de toutes les armes de destruction massive constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales, et souligne l'obligation qu'ont les Etats membres de l'ONU de lutter contre ce phénomène. La PSI est également conforme aux récentes déclarations du G8 et de l'Union européenne selon lesquelles des démarches cohérentes et concertées sont nécessaires afin d'éviter la prolifération des ADM, de leurs vecteurs et matériels connexes. Les participants à la PSI sont très inquiets de cette menace et du risque de voir ces armes tomber entre les mains des terroristes, et sont résolus à oeuvrer de concert afin de stopper la circulation de ces articles à destination et en provenance d'Etats et d'acteurs non étatiques qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération.

La PSI cherche à impliquer d'une façon ou d'une autre tous les Etats qui s'intéressent à la non-prolifération et qui ont la

capacité et la volonté de prendre des mesures pour stopper la circulation de ces engins par les voies maritimes, aériennes et terrestres. La PSI recherche également la coopération de tout Etat dont les bâtiments, les pavillons, les ports, les eaux territoriales, l'espace aérien ou le territoire peuvent être utilisés par des acteurs étatiques ou non qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération. Les efforts de plus en plus agressifs que déploient ces agents afin de contourner les normes de non-prolifération, et les bénéfices qu'ils tirent de ce trafic, exigent de nouvelles actions plus fermes de la communauté internationale. Nous avons hâte de coopérer avec tous les Etats intéressés à la mise au point de mesures qu'ils sont prêts à mettre en oeuvre à l'appui de la PSI, conformément à ce qui est décrit ci-dessous dans la série de "Principes d'interdiction".

#### Principes d'interdiction pour l'Initiative de sécurité contre la prolifération

Les pays participant à la PSI se sont engagés à respecter les principes d'interdiction suivants afin d'établir une base plus coordonnée et plus efficace qui permettra d'intercepter les livraisons d'ADM, de leurs vecteurs et matériels connexes à destination et en provenance d'Etats et d'acteurs non étatiques suscitant des préoccupations en matière de prolifération, conformément aux autorités nationales et aux traités et forums internationaux pertinents, y compris le Conseil de sécurité de l'ONU. Ils demandent à tous les Etats concernés par cette menace sur la paix et la sécurité internationales de s'engager comme eux à :

1) Prendre des mesures, seuls ou de concert avec d'autres Etats, pour interdire le transfert ou le transport d'ADM, de leurs vecteurs et matériels connexes à destination et en provenance d'Etats et d'acteurs non étatiques suscitant des préoccupations en matière de prolifération. L'expression "Etats et acteurs non étatiques qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération" fait généralement allusion aux pays ou entités au sujet desquels les participants à la PSI ont établi qu'ils devraient être soumis à des activités d'interdiction parce qu'ils contribuent à la prolifération de deux façons : premièrement, en tentant de mettre au point ou d'acquérir des armes chimiques, biologiques ou nucléaires et leurs vecteurs ; deuxièmement, en transférant (par vente, achat ou transbordement) des ADM, leurs vecteurs et matériels connexes.

2) Adopter des procédures simplifiées d'échange rapide d'informations pertinentes lorsqu'il y a soupçon

d'activité de prolifération - tout en protégeant le caractère confidentiel des renseignements secrets fournis par d'autres Etats dans le cadre de cette initiative - consacrer des ressources et des efforts suffisants aux opérations d'interdiction, et maximiser la coordination entre les participants à ces efforts.

3) Lorsque c'est nécessaire, revoir et renforcer leurs autorités nationales compétentes pour accomplir ces objectifs, et s'attacher à renforcer, au besoin, les lois et forums internationaux de façon à soutenir ces engagements.

4) Entreprendre des actions spécifiques à l'appui des efforts d'interception concernant les cargaisons d'ADM, leurs vecteurs ou matériels connexes, dans la mesure du pouvoir de leurs autorités nationales et conformément à leurs obligations au regard du droit international, notamment :

a) S'abstenir de transporter ou de faciliter le transport de telles cargaisons à destination ou en provenance d'Etats et d'acteurs non étatiques qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération, et empêcher toute personne tombant sous leur juridiction de le faire.

b) De leur propre initiative ou à la demande fondée d'un autre Etat, intercepter et fouiller dans leurs eaux nationales et territoriales, voire dans des zones situées au-delà des eaux territoriales d'un autre Etat, tout navire arborant leur pavillon qui est soupçonné avec raison de transporter de telles cargaisons à destination ou en provenance d'Etats et d'acteurs non étatiques qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération, et saisir les cargaisons identifiées.

c) Envisager sérieusement de consentir, dans les circonstances appropriées, à autoriser l'arraisonnement de leurs propres navires par d'autres Etats et la saisie de toute cargaison d'ADM ainsi identifiée.

d) Prendre des mesures appropriées pour : 1) intercepter et inspecter dans leurs eaux nationales et territoriales ou dans des zones contiguës les navires dont on soupçonne avec raison qu'ils transportent de telles cargaisons à destination ou en provenance d'Etats et d'acteurs non étatiques qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération et saisir les cargaisons identifiées ; 2) imposer des conditions aux bâtiments entrant ou quittant leurs ports, eaux nationales ou territoriales et soupçonnés de transporter de telles cargaisons, par exemple en exigeant que ces navires soient sujets à l'abordage, à la

fouille et à la saisie de leur cargaison avant leur entrée dans le pays.

e) De leur propre initiative ou à la demande justifiée d'un autre Etat, a) exiger qu'un aéronef qui utilise leur espace aérien et qui est soupçonné avec raison de transporter de telles cargaisons à destination ou en provenance d'Etats et d'acteurs non étatiques suscitant des préoccupations en matière de prolifération atterrisse aux fins d'inspection et de saisie de toute cargaison illicite qui serait identifiée ; b) refuser à l'avance l'utilisation de leur espace aérien à tout aéronef soupçonné avec raison de transporter de telles cargaisons.

f) Dans leurs ports, aéroports et autres installations servant au transbordement de cargaisons, inspecter les navires, les aéronefs et autres moyens de transport soupçonnés avec raison de transporter de telles cargaisons à destination ou en provenance d'Etats et d'acteurs non étatiques suscitant des préoccupations en matière de prolifération, et saisir toutes les cargaisons ainsi identifiées.

#### LA DÉMOCRATISATION DE L'AFGHANISTAN ET DE L'IRAK S'INSCRIRA DANS L'HISTOIRE DE LA LIBERTÉ

Le discours que le président Bush a prononcé le 11 novembre à la Fondation Heritage

La démocratie finira par s'implanter tant en Afghanistan qu'en Irak et "cette réussite sera une des grandes étapes de l'histoire de la liberté", a affirmé le président Bush lors du discours qu'il a prononcé le 11 novembre à la Fondation Heritage, centre de réflexion de tendance conservatrice situé à Washington.

"La révolution démocratique qui s'est répandue dans le monde finira par s'enraciner au Moyen-Orient, a-t-il dit. La stagnation, l'isolement et les sentiments de colère qui sont le lot de cette partie du monde céderont la place au progrès et aux possibilités économiques. Les Etats-Unis et le monde seront plus à l'abri d'une violence aux proportions catastrophiques car le terrorisme n'est pas l'instrument de ceux qui sont libres."

L'échec de la démocratie au Moyen-Orient condamnerait "tous les partisans de la liberté dans ces deux pays (l'Afghanistan et l'Irak) à la prison ou à mort et anéantirait les aspirations à la démocratie de millions

d'habitants" de cette partie du monde. En outre, il rendrait plus hardis les terroristes et soumettrait les Etats-Unis et d'autres pays à un plus grand nombre d'attaques. Malgré la violence qui se manifeste dans une petite partie de l'Irak sous l'influence baasiste, a-t-il fait remarquer, les Irakiens "peuvent voir la différence entre ceux qui attaquent leur pays et ceux qui les aident à le reconstruire. Notre coalition forme de nouveaux policiers ; les terroristes tentent de les tuer. Nous protégeons les oléoducs et les centrales électriques pour le bien des Irakiens ; les terroristes tentent de les faire sauter. Nous transférons le pouvoir à des dirigeants irakiens ; les terroristes tentent de les assassiner. Nous offrons une aide, l'autonomie et l'espoir pour l'avenir ; les terroristes n'offrent rien d'autre que l'oppression et la mort."

Le président a souligné qu'il incomberait plus tard aux Irakiens d'assurer la sécurité dans leur pays, tout en indiquant que déjà 118.000 Irakiens exerçaient les fonctions de policiers, de gardes-frontières ainsi que de gardiens d'immeubles et de centrales électriques.

En conclusion, il a déclaré : "Nous sommes convaincus que la liberté est l'espoir de toute culture et qu'elle est l'avenir de tous les pays du Moyen-Orient. Nous savons en tant qu'Américains que la progression de la liberté est le chemin le plus sûr qui mène à la paix."

#### LE VENT DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ SOUFFLE AU PROCHE-ORIENT, AFFIRME M. POWELL

Son discours du 10 novembre au City College de New York

Le Moyen-Orient avance sur la voie de la démocratie "parce que ses habitants sentent souffler sur eux les vents grisants de la liberté", a affirmé le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, dans un discours prononcé le 10 novembre au City College de New York (CCNY).

"Les dictateurs et les despotes peuvent ériger des murailles assez hautes pour repousser des armées, mais pas assez élevées pour empêcher ces vents de souffler", a-t-il déclaré aux étudiants et aux professeurs de cet établissement d'enseignement supérieur dont il est sorti diplômé il y a quarante-cinq ans.

M. Powell a poursuivi : “La réforme économique et politique doit provenir de l’intérieur, des populations elles-mêmes se servant librement des outils de leur prospérité. La liberté doit se gagner. Mais les amis de la liberté peuvent effectuer un prêt, pour ainsi dire. Un prêt d’expérience, un prêt d’encouragement.”

A l’appui de cette marche vers la liberté, la politique des Etats-Unis repose sur “huit préceptes incontournables de la dignité humaine” : la primauté du droit, la limite du pouvoir de l’Etat, la liberté d’expression, la liberté des cultes, l’égalité de tous devant la loi, le respect à l’égard des femmes, la tolérance religieuse et ethnique et le respect de la propriété privée.

Ainsi que le président Bush l’a déclaré dans un discours récent, a dit le secrétaire d’Etat, la démocratie est une réalité qui prend de l’ampleur au Moyen-Orient. Il a cité, entre autres exemples, les élections récentes en Jordanie, une Constitution nouvellement adoptée au Qatar, l’élargissement du droit de vote à Oman, l’élection de parlementaires au Bahreïn, le développement du multipartisme au Yémen et le projet d’élections locales en Arabie saoudite.

L’Iran est également le théâtre d’une évolution démocratique, a fait observer M. Powell : “Les Iraniens veulent recouvrer leur liberté, c’est indubitable. Non pas qu’ils souhaitent renoncer à l’islam, loin de là. Ils veulent se libérer de ceux qui ont traîné les vêtements sacrés de l’islam dans l’égout politique.

“Cette aspiration leur a valu menaces et intimidations. Certains l’ont payée de leur vie. Et pourtant, lorsque Shirin Ebadi est rentrée en Iran il y a une huitaine de jours, son prix Nobel de la paix en main, des dizaines de milliers d’Iraniens sont sortis pour l’acclamer.”

Les changements en cours au Moyen-Orient sont à l’image des changements qui se produisent partout dans le monde, a affirmé le haut responsable. “A mon poste de secrétaire d’Etat, j’observe cette progression de la liberté chaque jour. C’est une joie que d’accueillir dans mon bureau des dirigeants politiques qui, il y a quelques années seulement, croussaient en prison derrière un rideau de fer ou sous une dictature quelconque, dans d’autres parties du monde.”

M. Powell a rendu hommage au dévouement et aux sacrifices des forces américaines et autres qui se battaient pour la liberté et l’espoir en Afghanistan et en Irak. Les

Etats-Unis, a-t-il dit, ne faibliront pas dans leur volonté résolue de l’emporter sur les terroristes et sur les ennemis de la liberté dans ces deux pays.

“Nous sommes à l’épreuve en Irak, cela est manifeste, a-t-il déclaré. C’est une épreuve tant politique que militaire. C’est une épreuve que nous devons remporter, et que nous remporterons. De cela, je n’ai absolument aucun doute.”

Il a ajouté : “Notre succès, en Afghanistan et en Irak, entraînera une refonte fondamentale de ces deux régions imbriquées. L’Afghanistan peut devenir un exemple pour les Etats de l’Asie centrale et l’Irak un modèle pour le monde arabe et pour tout le Moyen-Orient.”

Dans son discours, M. Powell a noté que l’on fêtait le centenaire de la naissance de Ralph Bunche, l’un des diplomates américains les plus distingués de l’histoire et lauréat du prix Nobel de la paix en 1950 pour ses efforts en faveur de la paix au Proche-Orient.

“Ralph Bunche aurait pu se satisfaire de son poste élevé au département d’Etat, mais ce ne fut pas le cas. Il devint un champion des droits civiques et des droits de l’homme durant son service aux Nations unies.”

M. Powell a également rendu hommage au City College de New York pour sa vocation à assurer un enseignement universitaire à des gens issus de milieux modestes et à des enfants d’immigrés tels que lui-même dont les parents étaient originaires de la Jamaïque. “Je suis fier d’être le fils d’une ville et d’un Etat qui étaient conscients de la nécessité d’éduquer tous leurs citoyens”, a-t-il dit.

---

#### LE BILAN DU GOUVERNEMENT BUSH EN MATIÈRE DE PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE

---

##### Document de la Maison-Blanche

On trouvera ci-après la fiche analytique que la Maison-Blanche a diffusée le 6 novembre au sujet des réalisations du gouvernement Bush en matière de promotion de la démocratie à travers le monde.

Le président Bush préconise une “stratégie progressiste de la liberté” pour encourager la démocratie au Moyen-Orient.

## La décision du président

Lors du discours qu'il a prononcé aujourd'hui à l'occasion du vingtième anniversaire de la Fondation nationale pour la démocratie, le président Bush a annoncé que les Etats-Unis allaient suivre une "stratégie progressiste de la liberté" en vue d'encourager la démocratie dans tout le Moyen-Orient.

En cette période de changement dans l'histoire mondiale, le président a déclaré que la progression de la liberté était la vocation de notre époque. La promotion de la démocratie et de la liberté au Moyen-Orient sera une tâche difficile et de grande ampleur, mais elle est digne des efforts et des sacrifices des Etats-Unis. Tant que la liberté et la démocratie ne régneront pas au Moyen-Orient, cette partie du monde stagnera, sera pleine de ressentiment et en proie à la violence et elle exportera la violence et le terrorisme dans les pays libres.

Le président Bush est convaincu que la démocratie et l'islam peuvent coexister. Des millions de musulmans que ce soit en Turquie, en Indonésie ou au Niger montrent que l'islam et la démocratie sont tout à fait compatibles.

Les Etats-Unis ont entrepris la tâche de favoriser la démocratie là où elle n'a jamais existé, et le président est persuadé que la progression de la liberté accroîtra les possibilités de rétablissement de la paix et de garantie de la sécurité tant pour les Américains que pour la population du Moyen-Orient.

Le bilan du gouvernement en matière de promotion de la démocratie

Le bilan des réalisations à travers le monde

Le gouvernement suit une politique d'encouragement de la liberté et de la dignité de l'être humain dans toutes les parties du monde. Nous appliquons cette politique parce qu'elle est salutaire et également parce qu'elle cherche à mettre fin à la crainte, à la haine et à l'inégalité qui contribuent au terrorisme et à la violence.

Notre politique repose sur des valeurs fondamentales qui assurent le respect des droits de l'homme par la démocratie et par l'Etat de droit. Nous sommes résolus à encourager la liberté, la démocratie et les droits de l'homme à la fois par nos paroles et par nos actes, en notre qualité de membre de la communauté internationale.

Ensemble du Moyen-Orient : nous avons placé le soutien à la démocratie au Moyen-Orient à la tête de notre ordre de priorité pour cette partie du monde, notamment le soutien aux pays qui respectent les droits de l'homme et qui entreprennent des réformes, tels que la Jordanie, le Maroc, les pays du golfe Persique, etc.

- Afghanistan : notre politique vise à faciliter la démocratisation dans le cadre du processus de Bonn et en apportant une aide aux commissions constitutionnelle, judiciaire et des droits de l'homme ; nous avons mis en place le Conseil américano-afghan des femmes et finançons des centres ayant pour vocation d'encourager l'enseignement féminin, l'esprit d'entreprise et la participation à la vie politique.

- Irak : après avoir mis fin à un régime répressif, nous sommes à la tête d'une coalition internationale qui aide l'Irak à adopter un régime démocratique ; nous avons mis en place le Conseil de gouvernement irakien qui est représentatif de toutes les catégories de la société irakienne en vue de contribuer à la rédaction d'une nouvelle constitution, à sa ratification et à son application ; nous renforçons la société civile par les subventions, les conseils et l'assistance technique que nous accordons à divers groupements irakiens ; nous avons fourni à ce jour plus de 100 millions de dollars au titre des programmes de gouvernance locale, financé l'organisation de conférences destinées aux femmes et établi une unité de prévention des abus.

- L'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient : nous avons élaboré le premier programme destiné à appuyer les réformes d'ordre politique et le développement économique, en particulier en ce qui concerne les femmes et les jeunes.

- La paix au Moyen-Orient : nous avons placé la démocratie et les droits de l'homme au centre de nos efforts en faveur de la solution de deux Etats en vue de mettre fin au conflit israélo-palestinien et exigé que l'Autorité palestinienne entreprenne des réformes au niveau de son fonctionnement.

Afrique : le bilan du gouvernement en Afrique est sans précédent ; les Etats-Unis apportent à ce continent un soutien à la démocratisation, aux réformes, au respect de la dignité de l'être humain et au rétablissement de la paix. Leurs réalisations comprennent :

- Liberia : nous avons proposé les sanctions décrétées par l'ONU, participé avec la Communauté économique des

Etats de l'Afrique de l'Ouest et des protagonistes de la région pour faciliter la négociation d'un accord de paix mettant fin à la guerre civile qui a fait de nombreuses victimes.

- Soudan : nous participons activement au processus de paix visant à mettre un terme à la guerre civile la plus longue d'Afrique.

- Zimbabwe : nous appliquons des sanctions au président Mugabe, aux membres du gouvernement zimbabwéen et à leurs conjoints afin de protester contre des mesures qui portent atteinte aux institutions démocratiques et de mettre fin à ces mesures.

Asie : notre politique vise à aider les pays qui sont en voie de démocratisation et qui entreprennent des réformes durables et à attirer l'attention sur ceux qui ne répondent pas à notre attente.

- Birmanie : nous jouons un rôle principal en ce qui concerne les demandes de la communauté internationale en faveur de la libération de Mme Aung San Suu Kyi et de la reprise d'un dialogue politique élargi visant à rétablir la démocratie, condamnons le pouvoir en place pour ses violations des droits de l'homme, appliquons des sanctions plus strictes au pouvoir en place pour avoir incarcéré des dirigeants du mouvement démocratique et pour avoir commis des violations des droits de l'homme de grande ampleur.

- Chine : nous ne définissons plus les progrès sur le plan des droits de l'homme uniquement par la libération de détenus, mais aussi par le renforcement de l'Etat de droit, par l'organisation d'élections libres et par d'autres mesures et nous avons accru le financement de programmes à cet effet en le faisant passer de 7 millions de dollars en 2002 à 12 millions en 2003.

- Corée du Nord : nous avons coparrainé la première résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les droits de l'homme en Corée du Nord en vue d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les violations de ces droits et placé régulièrement les droits de l'homme sur l'ordre du jour des pourparlers multilatéraux portant sur divers sujets.

Asie centrale : après les attentats du 11 septembre 2001, nous avons fait porter nos relations avec les pays de cette partie du monde sur la lutte contre le terrorisme et sur le respect des droits de l'homme.

- Financement des programmes de démocratisation et de défense des droits de l'homme après les attentats du 11 septembre 2001 : nous avons doublé le financement des programmes de démocratisation au Kirghizistan (financé la première imprimerie indépendante) et au Turkménistan et quadruplé le financement des programmes de démocratisation en Ouzbékistan (financé les premiers programmes portant sur la création de partis politiques) et au Tadjikistan.

- Droits de l'homme : nous avons proposé la première résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les droits de l'homme en Biélorussie et coparrainé la première résolution de cette même commission sur le Turkménistan. Nous avons rédigé des déclarations communes avec les présidents du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan soulignant que la poursuite des progrès en matière de démocratisation et de droits de l'homme revêtait une grande importance dans le cadre de nos relations bilatérales.

- Géorgie : le président a nommé M. James Baker en qualité de son envoyé chargé de souligner la nécessité d'organiser des élections législatives libres et honnêtes au cours de ce mois de novembre. Les résultats des élections seront bientôt connus, et nous comptons sur le gouvernement et sur la population de la Géorgie pour veiller à ce qu'ils soient honnêtes.

Continent américain : nous sommes résolu à encourager les Etats dotés d'un régime constitutionnel et démocratique conformément à la "clause de la démocratie" du Sommet des Amériques. Nous sommes très en faveur d'un engagement multilatéral en vue de dénouer les crises politiques en Bolivie, au Venezuela et à Haïti. Nous poursuivons nos efforts afin d'encourager le passage rapide et pacifique de Cuba à un régime démocratique.

- La démocratisation dans le continent américain : nous avons participé à la rédaction de la Charte démocratique interaméricaine, qui définit le continent américain par son attachement aux principes démocratiques.

- Cuba : nous avons lancé "l'Initiative en faveur d'un nouveau Cuba" qui incite le pouvoir en place à entreprendre des réformes politiques et économiques et nous avons appuyé cette année la résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

- Haïti : les Etats-Unis sont membres du "Groupe des amis" qui s'emploie à aider les Haïtiens à mettre en place des institutions démocratiques et qui soutient les efforts

de l'Organisation des Etats américains (OEA) visant à dénouer la crise politique.

- Venezuela : les Etats-Unis sont membres du "Groupe des amis" du secrétaire général de l'OEA qui cherchent à assurer l'observation de la résolution 833 de l'OEA relative à une solution pacifique, démocratique, constitutionnelle et électorale de la crise politique dans ce pays au moyen de l'organisation d'un référendum.

Institutions internationales : nous sommes résolus à encourager les réformes et à devenir de nouveau membres des institutions internationales qui défendent les droits de l'homme et à prendre de nouvelles initiatives.

- Commission des droits de l'homme : nous participons activement à la réforme de cette commission afin qu'elle tire parti de ses possibilités par l'intermédiaire de ses membres et grâce à d'autres changements.

- UNESCO : nous sommes redevenus membres de cette organisation en vue d'encourager l'éducation et la démocratie.

- Assemblée générale de l'ONU : le 6 novembre 2003, les Etats-Unis ont soumis un projet de résolution sur les femmes et leur participation à la vie politique que l'Assemblée général a adoptée.

Dignité de l'être humain : le gouvernement a pris des mesures particulières en vue de garantir la dignité de la personne.

- Clonage : nous avons coparrainé à l'Assemblée générale de l'ONU une résolution qui interdit toutes les formes de clonage de l'être humain.

- Liberté religieuse : nous avons oeuvré avec l'OSCE pour organiser les premières réunions sur la liberté religieuse, notamment sur l'antisémitisme en Europe.

- Traite des personnes : le président a annoncé l'octroi de 50 millions de dollars à des organismes qui viennent en aide aux femmes et aux enfants qui ont été les victimes de la traite. Les mesures prises par les Etats-Unis ont incité de nombreux Etats à améliorer leur législation en la matière ainsi que son application.

- Programmes en faveur de la démocratisation et des droits de l'homme : nous avons accru de façon importante le budget du Fonds des droits de l'homme et de la démocratie qu'administre le département d'Etat.

Pour de plus amples renseignements en anglais sur les initiatives du président, veuillez consulter le site Internet "www.whitehouse.gov".

#### M. BUSH PROMULGUE LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE DE 87 MILLIARDS POUR L'IRAK ET L'AFGHANISTAN

Le président réaffirme son attachement à la paix et au développement au Moyen-Orient.

Le président Bush a réaffirmé l'importance capitale de l'instauration de la paix et de la stabilité en Irak et en Afghanistan lors d'une cérémonie tenue à la Maison-Blanche le 6 novembre, au cours de laquelle il a signé un collectif budgétaire prévoyant l'affectation de 87 milliards de dollars aux efforts de pacification et de reconstruction entrepris dans ces deux pays.

"Notre investissement dans l'avenir de l'Afghanistan et de l'Irak est le plus important engagement de ce genre depuis le plan Marshall. Par cette mesure, nous démontrons l'esprit généreux de notre peuple et servons les intérêts de notre pays, dont la sécurité est en jeu", a déclaré M. Bush.

Il a poursuivi : "Soit le Moyen-Orient deviendra une région de progrès et de paix, soit il restera une source de violence et de terreur. Pour notre part, nous sommes résolus à voir triompher le progrès et la paix dans cette région. Nous ferons tout en notre pouvoir afin de faire en sorte que la liberté trouve un domicile durable en Afghanistan et en Irak."

Le président a exposé en détail les différentes attributions budgétaires de ce collectif. Outre les crédits destinés aux dépenses militaires, la loi de finance comprend 20 milliards de dollars au titre des activités de reconstruction destinées à améliorer les capacités de sécurité ainsi que l'infrastructure matérielle et sociale des deux pays.

"Nous aiderons à former et à équiper le nombre croissant d'Irakiens et d'Afghans qui se battent et qui meurent pour défendre et pour conquérir leurs droits. Nous aiderons à rénover les hôpitaux et les écoles, à réparer l'infrastructure et à améliorer les services de base,

notamment l'eau, l'électricité et le traitement des eaux usées", a déclaré M. Bush.

M. Bush a décrit les conflits en Irak et en Afghanistan comme un affrontement de deux stratégies : "La stratégie de nos ennemis, que ce soit Al-Qaïda, les Baasistes, les talibans ou d'autres, consiste à intimider des hommes et des femmes nouvellement libres et qui s'efforcent d'établir la démocratie, et à inciter les Etats-Unis et leurs alliés à fuir leurs responsabilités.

"La stratégie des Etats-Unis et de leurs alliés est également claire. Nous appliquons une force ciblée et décisive contre les tueurs. Nous formons et équipons les Irakiens et les Afghans afin qu'ils puissent défendre leur patrie. Nous aidons les peuples irakien et afghan à instaurer un gouvernement juste et démocratique. Et nous nous acquitterons de nos responsabilités jusqu'à ce que la tâche soit accomplie."

Et M. Bush de conclure : "Par cette loi du Congrès, aucun ennemi, ni aucun ami, ne peut douter que l'Amérique ait les ressources et la volonté de poursuivre cette guerre jusqu'à la victoire."

## SÉCURITÉ INTÉRIEURE : LE NOUVEAU DISPOSITIF US-VISIT DES ETATS-UNIS

Fiche analytique du ministère de la sécurité intérieure

Le ministère de la sécurité intérieure des Etats-Unis a diffusé, le 28 octobre, la fiche analytique ci-après au sujet du nouveau dispositif US-VISIT ("U.S. Visitor and Immigrant Status Indicator Technology") destiné à contrôler dès 2004 l'entrée et la sortie des ressortissants étrangers titulaires d'un visa qui arriveront aux Etats-Unis ou qui en partiront par avion ou par bateau.

Fiche analytique sur le dispositif US-VISIT

Les objectifs du dispositif US-VISIT sont les suivants :

- renforcer la sécurité de nos ressortissants et des ressortissants étrangers, - accélérer les formalités pour les voyages de tourisme et d'affaires effectués dans un but légitime, - garantir l'intégrité du système d'immigration, - assurer le respect de la vie privée de nos visiteurs.

### Les formalités d'entrée

- Un grand nombre des formalités d'entrée existantes restent inchangées et sont connues des ressortissants étrangers.
- Les agents du service fédéral des douanes et du service de protection des frontières examineront les documents de voyage, tels que les visas et les passeports, et poseront aux voyageurs des questions au sujet de leur séjour aux Etats-Unis.
- Le nouveau lecteur d'empreintes digitales sans encre est d'un emploi facile. Il sera demandé au voyageur de placer un index, puis l'autre sur une plaque de verre qui enregistrera électroniquement les deux empreintes digitales.
- Il sera aussi demandé aux voyageurs de se tourner vers un appareil photo qui les prendra en photo. Il leur sera possible de le faire pendant la prise d'empreintes digitales.
- Ces nouvelles formalités ne prendront que très peu de temps, quelques secondes dans la plupart des cas.

### Les formalités de sortie

- Les formalités de sortie dans les aéroports et dans les ports maritimes seront introduites progressivement en 2004.
- Dans la zone de départ des vols internationaux, les voyageurs verront des kiosques automatisés où il leur sera demandé de placer leurs documents de voyage sur un appareil à lecture optique et de recommencer l'enregistrement électronique des empreintes digitales de leurs deux index. Des préposés se tiendront à leur disposition pour les aider.
- La confirmation de la sortie du pays de tout voyageur étranger sera portée sur son dossier de manière à montrer qu'il est en règle et à indiquer son statut pour ses prochains voyages aux Etats-Unis.

### Le renforcement de la sécurité

- L'adjonction des identificateurs biométriques, tels que les empreintes digitales, rendra notre système de sécurité plus efficace que les seules banques de données composées des noms des voyageurs.

- Les identificateurs biométriques protégeront aussi nos visiteurs en rendant pratiquement impossible l'appropriation de leur identité par une autre personne au cas où leurs documents de voyage seraient volés ou reproduits.

- Grâce à ces formalités d'entrée et de sortie et à la conservation en lieu sûr des dossiers des voyageurs, nous pourrions retrouver le nom des personnes qui déposeront une demande de visa pour venir aux Etats-Unis.

#### Des formalités qui exigent peu de temps

- Les formalités du dispositif US-VISIT sont conçues pour être faciles. Le renforcement des formalités d'entrée dans les aéroports et dans les ports maritimes ajoutera peu de temps - dans la plupart des cas quelques secondes - au contrôle des agents de l'immigration, qui prend d'habitude de 60 à 90 secondes sans ces nouvelles formalités.

#### Le respect de la vie privée et la protection de l'environnement

- Les données sur les voyageurs seront conservées en lieu sûr et ne pourront être consultées que par des responsables habilités à cet effet et par certains organismes chargés de faire appliquer la loi qui auront besoin de ces renseignements pour protéger notre pays contre ceux dont l'intention est de nuire à nos ressortissants ou à nos visiteurs.

- Des études sont en cours pour garantir que le dispositif US-VISIT n'aura pas d'effet négatif sur l'environnement

#### US-VISIT : les délais de mise en place

- Le ministère de la sécurité intérieure s'emploie activement à respecter les délais fixés par le Congrès pour que le système d'entrée et de sortie, qui renforcera la sécurité au moyen du contrôle de l'identité des voyageurs et qui facilitera les formalités pour les voyageurs venant dans un but légitime, tout en respectant leur vie privée et notre environnement, soit mis en place avant la fin de l'année.

- Le ministère de la sécurité intérieure est aussi sur le point de remplir les délais fixés par son ministre pour mettre en place dans les principaux lieux de contrôle le matériel qui permettra de recueillir et de vérifier les identificateurs biométriques - les empreintes digitales et les photos - des ressortissants étrangers qui doivent être

titulaires d'un visa pour entrer sur le territoire des Etats-Unis.

- Dès le début de 2004, le matériel nécessaire pour la prise des empreintes digitales et des photos à l'entrée aux Etats-Unis fonctionnera dans 115 aéroports, ce qui nous donnera la possibilité de contrôler l'identité de la totalité des voyageurs étrangers qui arriveront dans notre pays par avion, ainsi que dans 14 grands ports maritimes.

- Les nouvelles formalités de sortie seront introduites dans 10 grands aéroports et dans 1 port maritime. Les visiteurs qui doivent obtenir un visa pour voyager aux Etats-Unis et qui quitteront le pays en passant par l'un des aéroports ou par ce port maritime devront effectuer ces formalités pour confirmer qu'ils sont bien en règle.

- Les nouvelles formalités de sortie seront introduites progressivement dans les autres grands aéroports et ports maritimes à partir du début de 2004.

- Les nouvelles formalités d'entrée et de sortie aux postes-frontières seront introduites progressivement en 2005 et en 2006.

- Le matériel nécessaire a été livré et est en cours d'installation dans les aéroports et dans les ports maritimes.

- Le budget du programme US-VISIT a atteint 380 millions de dollars pendant l'année budgétaire 2003. Le montant prévu pour l'année budgétaire de 2004, qui est de 330 millions de dollars, ne pourra être décaissé que lorsque le GAO (cour des comptes) et les commissions du budget compétentes auront approuvé le plan d'affectation des crédits budgétaires qui doit leur être soumis.